

Ni trop grande, ni trop petite : la taille optimale des communes togolaises à l'épreuve de l'efficience

Neither Too Big Nor Too Small: The Optimal Size of Togolese Municipalities in Terms of Efficiency.

Auteur 1 : BOUKARI Mamadou,

Auteur 2 : DOUTI Nhaménibe,

BOUKARI Mamadou

1 Enseignant-chercheur, Université de Kara, Togo,

DOUTI Nhaménibe

2 Assistant de recherche, Laboratoire de Recherche en Sciences Economiques et de Gestion (LaRSEG),
Université de Kara, Togo

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : BOUKARI .M & DOUTI .N (2026) « Ni trop grande, ni trop petite : la taille optimale des communes togolaises à l'épreuve de l'efficience », African Scientific Journal « Volume 03, Num 37 » pp: 001 – 026.



DOI : 10.5281/zenodo.22250705
Copyright © 2026 – ASJ



Abstract

This paper measures and explains variations in the technical performance of municipal administrations in Togo. Technical efficiency is assessed using the non-parametric Data Envelopment Analysis (DEA) method for the 117 municipalities of Togo, based on 2021 budget data. The average efficiency score is 0.48, indicating substantial room for improvement in the production of local public services. In a second stage, a truncated bootstrap regression (Simar and Wilson, 2007) is used to explain the efficiency gaps in terms of the structural characteristics of municipalities and their institutional environment. The results show that the relationship between performance and population size takes the form of an inverted U: performance rises with population size up to a threshold of around 60,797 inhabitants, beyond which diseconomies of scale appear. The results also show that allocations from the Fonds d'Appui aux Collectivités Territoriales (FACT) and the mayor's affiliation with the presidential majority party significantly improve municipal performance. The most general policy implication of these results is that size effects cannot be ignored in decisions concerning the territorial organisation of local government.

Keywords Determinants; performance; municipalities; Togo.

Résumé :

Cet article mesure et explique les variations de la performance technique des administrations municipales au Togo. L'efficacité technique est évaluée à l'aide de la méthode non paramétrique d'enveloppement des données (DEA, Data Envelopment Analysis), pour les 117 communes du Togo à partir des données budgétaires de 2021. Le score moyen d'efficacité s'établit à 0,48, ce qui témoigne d'une marge de progression importante dans la production des services publics locaux. Dans une seconde étape, une régression bootstrap tronquée (Simar et Wilson, 2007) est utilisée pour expliquer les écarts d'efficacité calculés en fonction des caractéristiques structurelles des municipalités et de leur environnement institutionnel. Les résultats montrent que la relation entre le niveau de performance et la taille de la population prend la forme d'un U inversé : la performance augmente avec la taille de la population jusqu'à un seuil d'environ 60 797 habitants, au-delà duquel apparaissent des déséconomies d'échelle. Les résultats indiquent également que les dotations du Fonds d'Appui aux Collectivités Territoriales (FACT) et l'appartenance du maire au parti de la majorité présidentielle améliorent significativement le niveau de performance des communes. L'implication politique la plus générale de ces résultats est que les effets de taille ne peuvent être ignorés dans les décisions relatives à l'organisation territoriale des collectivités locales.

Mots clés: Déterminants ; performance ; communes ; Togo.

Introduction

Ce papier s'intéresse à la performance technique des communes du Togo. L'importance des dépenses des collectivités locales s'est accrue avec la mise en œuvre de la décentralisation : les dotations du gouvernement central aux communes sont passées de 2 milliards à 8 milliards de francs CFA entre 2020 et 2023. La question de savoir si ces dépenses locales sont effectuées de manière efficace revêt donc une importance particulière. D'une part, la capacité d'un pays à s'orienter vers une organisation plus décentralisée du gouvernement dépend en partie de la perception de l'efficacité des dépenses au niveau local, notamment de la capacité des communes à fournir le meilleur service public possible au coût le plus bas possible. D'autre part, compte tenu des contraintes financières auxquelles sont confrontés la plupart des gouvernements, la performance et l'efficacité du secteur public local doivent être évaluées de près afin d'éclairer la décision publique.

Depuis que la théorie du fédéralisme fiscal a mis en avant l'efficacité des gouvernements locaux, le sujet a gagné en importance tant auprès des chercheurs que des gestionnaires du secteur public. Selon cette théorie, les gouvernements locaux peuvent atteindre une plus grande efficacité économique dans l'allocation des ressources publiques (Tiebout, 1956 ; Musgrave, 1959 ; Oates, 1972). D'un point de vue économique, l'efficacité implique l'absence de gaspillage dans l'utilisation des ressources ; autrement dit, elle exige une utilisation rationnelle de celles-ci. Le gouvernement local est par ailleurs un niveau de gouvernance qui se développe à la suite d'une décentralisation fiscale impliquant un transfert de pouvoir et de responsabilité du gouvernement central vers des niveaux inférieurs, régionaux ou locaux (Oates, 1993). Le terme d'efficacité locale renvoie ainsi à l'efficacité atteinte par les gouvernements locaux dans la fourniture et/ou la production de services publics.

Dans le domaine des services publics, plusieurs types d'efficacité peuvent être distingués. L'efficacité technique nécessite une comparaison entre le volume des intrants et celui des extrants. Selon Afonso et Fernandes (2006), l'efficacité consiste à maximiser la production obtenue à partir d'un niveau donné de facteurs de production (efficacité orientée vers la production) ou, inversement, à minimiser les facteurs consommés pour un niveau de production donné (efficacité orientée vers les intrants). L'efficacité allocative nécessite quant à elle des informations sur les prix des intrants (Farrell, 1957). La combinaison de l'efficacité technique et de l'efficacité allocative

donne l'efficacité économique, qui se décline en efficacité des coûts (lorsque l'objectif est la minimisation des coûts) et en efficacité des recettes ou des profits (lorsque l'objectif est leur maximisation).

L'intérêt pour l'étude de l'efficacité des collectivités locales et de ses déterminants s'est intensifié ces dernières années. Le terme « efficacité » a en effet commencé à être promu dans le contexte des réformes du New Public Management (Pollitt et Bouckaert, 2011), puis pendant la crise économique (da Cruz et Marques, 2014 ; Drew et al., 2015). Plus précisément, la crise économique et financière a fait ressortir la nécessité d'améliorer l'efficacité et de réduire les coûts de la prestation des services publics à tous les niveaux de l'administration, y compris les gouvernements locaux (Andrews et Boyne, 2011) et régionaux (Titl et De Witte, 2022). La mesure de l'efficacité est par conséquent essentielle pour évaluer les résultats des politiques publiques locales (Lo Storto, 2016). Cependant, des estimations d'efficacité qui ne tiennent pas compte des variables qui la conditionnent n'ont qu'une valeur limitée (De Witte et Kortelainen, 2013). Il est donc tout aussi important, du point de vue des décideurs publics, d'identifier les principaux déterminants de l'efficacité locale afin de pouvoir agir directement ou indirectement sur ceux-ci.

S'agissant des déterminants de cette efficacité, plusieurs facteurs sont mis en avant dans la littérature : la taille de la municipalité (Getzner, 2022), la décentralisation financière (Oates, 1993 ; Bird et Vaillancourt, 1999), la proximité géographique (Balaguer-Coll et al., 2019), entre autres. Les résultats des évaluations de l'efficacité et de ses déterminants demeurent cependant mitigés, si bien que le sujet n'est pas épuisé. D'où notre question de recherche : quels sont le niveau et les déterminants de l'efficacité des communes togolaises dans la production des services publics locaux ?

L'intérêt de traiter cette question est au moins double. D'abord, si les travaux consacrés à la performance des municipalités sont nombreux dans les pays développés, ils demeurent relativement rares dans le cas des pays en développement ; à notre connaissance, aucune étude n'a encore analysé la performance des municipalités togolaises, et ce papier contribue à combler ce vide. Ensuite, ses résultats pourront constituer une base d'appréciation de la gestion municipale et guider la définition de critères de performance pour l'allocation des subventions de l'État aux communes. Enfin, contrairement à une grande partie des travaux antérieurs, ce papier mobilise une

approche non paramétrique d'analyse de l'efficacité, la méthode d'enveloppement des données (DEA).

L'objectif général de ce papier est d'examiner non seulement l'efficacité des municipalités togolaises dans la fourniture de services publics locaux, mais aussi les déterminants de cette efficacité. L'efficacité technique est évaluée à l'aide de la méthode non paramétrique DEA pour les 117 communes du Togo, à partir des données budgétaires de 2021. Le score moyen d'efficacité est de 0,48, ce qui indique une marge d'amélioration importante dans la production des services publics locaux. La seconde étape de l'analyse explique les écarts d'efficacité calculés en fonction de variables liées aux caractéristiques structurelles des municipalités et à leur environnement institutionnel. Il en ressort que la structure municipale, les dotations du Fonds d'Appui aux Collectivités Territoriales (FACT) et l'alignement politique avec la majorité présidentielle améliorent le niveau de performance des communes.

Le reste du papier est structuré comme suit. La section 1 définit le concept de performance et passe en revue les déterminants de l'efficacité des municipalités. La section 2 décrit le cadre méthodologique, tandis que la section 3 présente et discute les résultats de l'analyse empirique. La dernière section conclut.

1. Revue de littérature

1.1. Définition et mesure de la performance

La performance est un concept multidimensionnel qui implique l'obtention de meilleurs résultats au regard des ressources engagées. Cette section en présente la définition et la mesure, ainsi que ses déterminants.

En économie et en gestion, le concept de performance se décline sous trois formes. La première, l'efficacité, désigne le rapport entre les ressources utilisées et les résultats obtenus. La deuxième, l'efficacités, est mesurée par l'écart entre les objectifs définis et les résultats atteints. La troisième, l'effectivités, renvoie au niveau de réalisation des objectifs. Ce papier s'intéresse à la première de ces formes, l'efficacité.

Le terme « efficacité » a commencé à être promu dans le contexte des réformes du New Public Management (Pollitt et Bouckaert, 2011), puis pendant la crise économique (da Cruz et Marques, 2014 ; Drew et al., 2015). L'efficacité désigne la manière dont une organisation utilise ses ressources pour la prestation de services publics et la mesure dans laquelle un système atteint ses

objectifs politiques (Plaček et al., 2020). Selon les systèmes, elle recouvre plusieurs acronymes, tels que Best Value ou 3E (Plaček et al., 2020).

Les travaux empiriques sur l'efficacité des services publics locaux se répartissent en deux courants principaux. Le premier se concentre sur l'évaluation d'un service particulier, tel que la gestion des déchets ménagers et le nettoyage des rues (Romano et al., 2020 ; Perez-Lopez et al., 2021), les services de gestion de l'eau (García-Sánchez, 2006), l'éclairage public (Lorenzo et Sánchez, 2007), la police locale (Davis et Hayes, 1993), les services d'incendie (Jaldell, 2019), les bibliothèques (De Witte et Geys, 2013), les services éducatifs (Ferraro et al., 2021), l'entretien des routes régionales (Kalb, 2014) ou les transports urbains (Campos-Alba et al., 2020).

Le second courant regroupe les travaux qui évaluent l'efficacité des municipalités de manière globale. Pour ces auteurs, les exécutifs locaux sont des organisations complexes responsables de la fourniture d'une grande variété de services (Da Cruz et Marques, 2014) : les municipalités sont des organisations multiproduits dans lesquelles l'utilisation conjointe d'intrants génère une variété de produits (Cherchye et al., 2014), et les citoyens évaluent souvent la gestion des collectivités locales sur la base de l'ensemble des services publics qu'ils reçoivent (Bosch et al., 2012). Dans cette perspective, certains auteurs construisent un indicateur composite de la production publique en appliquant des poids identiques aux indicateurs partiels (Afonso et Fernandes, 2006 ; Afonso et Venâncio, 2020), des poids différenciés selon les dépenses relatives de chaque service (Bosch et al., 2012), ou des poids spécifiques selon la nature du service (Nakazawa, 2013, 2014). D'Inverno et De Witte (2020) ont par ailleurs récemment traité de la présence d'indicateurs de services municipaux « indésirables » et de l'hétérogénéité entre municipalités dans la construction d'un tel indicateur composite. Dans le cadre de cette approche globale, les techniques utilisées pour analyser les déterminants de l'efficacité des gouvernements locaux diffèrent selon qu'une méthodologie paramétrique ou non paramétrique est retenue.

Les techniques paramétriques consistent à identifier et à estimer économétriquement les paramètres d'une fonction statistique ; elles sont essentiellement représentées par l'analyse de frontière stochastique (AFS), qui permet de distinguer le manque d'efficacité du bruit statistique. L'approche non paramétrique, à l'inverse, repose sur la programmation mathématique et n'impose aucune forme fonctionnelle prédéfinie à la fonction de production. L'analyse d'enveloppement des données (Data Envelopment Analysis, DEA) est la technique de référence de cette approche.

L'AED a été mise au point par Charnes et al. (1978) sur la base de l'étude fondatrice de Farrell (1957), en vue d'obtenir des mesures d'efficacité représentant le rendement des différentes unités décisionnelles qui composent l'organisation, en tenant compte des principaux indicateurs d'effort et de résultat. Elle permet d'établir des mesures d'efficacité relatives, chaque unité étant comparée à celles qui présentent des valeurs similaires en termes d'effort et de résultat, afin de déterminer si elle appartient ou non à la frontière d'efficacité. Cette méthode permet ainsi d'identifier, pour chaque unité, des objectifs de production définis à partir des valeurs de ses unités de référence.

La littérature spécialisée sur l'efficacité des collectivités locales qui recourt à des méthodologies non paramétriques, telles que l'analyse d'enveloppement des données (Charnes et al., 1978) ou la Free Disposal Hull (Deprins et al., 1984), analyse traditionnellement les facteurs déterminants au moyen de trois types de techniques (Narbón-Perpiñá et De Witte, 2018). La première, la plus utilisée, est l'approche en deux étapes : les scores d'efficacité sont estimés dans un premier temps, puis les déterminants sont incorporés dans un second temps au moyen des moindres carrés ordinaires (Revelli et Tovmo, 2007), d'un modèle Tobit censuré (Yusfany, 2015), ou de méthodes de bootstrap simple ou double (Ashworth et al., 2014 ; Lo Storto, 2016). La deuxième repose sur des approches de séparation des frontières ou de méta-frontière (Balaguer-Coll et al., 2013), et la troisième sur des modèles conditionnels (Asatryan et De Witte, 2015 ; Cordero et al., 2017), utilisés pour analyser les variables externes qui conditionnent l'efficacité municipale.

Les méthodologies paramétriques utilisées pour estimer l'efficacité des collectivités locales, telles que l'approche de la frontière stochastique, recourent généralement à deux types de méthodes : l'approche en une étape (Grossman et al., 1999) et l'analyse en deux étapes, au moyen des moindres carrés ordinaires (De Borger et Kerstens, 1996) ou de régressions Tobit censurées (De Borger et Kerstens, 1996). Le choix de la méthodologie est déterminant, les résultats obtenus en termes d'efficacité étant sensibles à la conception du modèle (Aiello et Bonanno, 2019).

1.2.Déterminants de la performance municipale

La revue de la littérature indique qu'il n'existe pas de classification unique et standardisée des variables considérées comme déterminantes de l'efficacité locale. Da Cruz et Marques (2014) distinguent quatre catégories : les aspects liés aux usagers (citoyens ou électeurs), le cadre institutionnel (qui se subdivise en déterminants politiques, financiers et de gestion), les facteurs naturels, et les conditions héritées du passé. Pérez-López et al. (2015), lorsqu'ils analysent l'effet

des formes de prestation de la nouvelle gestion publique sur l'efficacité des gouvernements locaux espagnols, retiennent également quatre types de conditions : les formes de gestion publique, les facteurs socio-économiques, financiers et politiques. Narbón-Perpiñá et De Witte (2018) proposent quant à eux une classification plus détaillée en six dimensions : sociale et démographique, politique, financière, économique, géographique ou naturelle, et institutionnelle ou managériale. Dans la littérature spécialisée, l'incorporation de ces différents types de variables à l'analyse des déterminants de l'efficacité des collectivités locales s'est faite avec une intensité variable au cours des trois dernières décennies. Au début des années 1990, période à laquelle ce type d'études a commencé à proliférer, des variables de nature sociale ont d'abord été mobilisées, telles que le pourcentage de populations minoritaires (Hayes et Chang, 1990), la taille de la population et le niveau d'éducation (De Borger et al., 1994), ou la densité et la croissance démographiques (De Borger et al., 1994 ; Kalseth et Rattsø, 1995). Des facteurs politiques ont ensuite été introduits, au premier rang desquels la concentration ou la fragmentation politique (Mendoza, 2023) et l'orientation idéologique, puis, dans une moindre mesure, des déterminants financiers tels que les revenus autogénérés et les transferts ou subventions (De Borger et Kerstens, 1996).

Facteurs socio-démographiques

Les facteurs socio-économiques analysés en tant que déterminants du niveau d'efficacité de la fourniture de services publics locaux comprennent des variables telles que le pourcentage de populations minoritaires (Hayes et Chang, 1990), la taille de la population et le niveau d'éducation (De Borger et al., 1994), ou encore la densité et la croissance de la population (De Borger et al., 1994 ; De Borger et Kerstens, 1996).

L'effet de la population sur la performance est généralement analysé sous l'angle de la taille optimale des juridictions locales, question au cœur de la littérature sur le fédéralisme fiscal. La recherche se concentre à la fois sur les coûts et sur la performance des juridictions locales, en partant de l'idée que leur taille optimale résulte d'un équilibre entre les coûts de fourniture des services et les effets de congestion (Bises et Sacchi, 2009). Cette notion est dérivée de la théorie des clubs, selon laquelle la taille de la juridiction locale et le bien-être de ses résidents sont à la fois positivement et négativement liés. Holzer et al. (2009) montrent ainsi qu'il existe une relation non linéaire entre la taille des juridictions locales et leur performance : les juridictions trop grandes subissent des déséconomies d'échelle, tandis que les juridictions trop petites ne parviennent pas à

réaliser des économies d'échelle. Les économies d'échelle sont en particulier persistantes dans les services à forte intensité de capital, comme l'approvisionnement en eau ou l'entretien des routes rurales, que les grandes collectivités peuvent fournir plus efficacement ; à l'inverse, les petites collectivités fournissent plus efficacement les services à forte intensité de main-d'œuvre, tels que la police, la protection contre les incendies, le ramassage des ordures ou l'éducation publique.

La théorie prévoit néanmoins différents effets potentiels de la taille des collectivités locales sur leurs coûts, donc sur leur performance : un effet linéaire négatif, un effet linéaire positif, un effet non linéaire en forme de U, ou un effet non linéaire en forme de U inversé (voir Andrews et al., 2006). Dans le premier cas, une collectivité plus grande bénéficie de coûts moins élevés, du fait d'économies d'échelle ou d'une plus grande capacité stratégique. Dans le second, une administration locale plus importante entraîne des coûts plus élevés, en raison d'éventuelles congestions bureaucratiques. Dans le troisième, les coûts diminuent d'abord, puis augmentent une fois qu'une certaine taille est atteinte : les coûts des unités de taille moyenne sont alors les plus bas, ce qui traduit des économies d'échelle acquises sans effets de congestion encore ressentis, et implique l'existence d'une taille optimale atteignable par fusion des petites unités et désagrégation des grandes. Dans le dernier cas, à l'inverse, les coûts des unités de taille moyenne sont les plus élevés, celles-ci n'ayant pas encore bénéficié d'économies d'échelle tout en subissant déjà des effets de congestion.

Selon De Borger et Kerstens (1996), le degré de concentration de la population peut influencer le coût de la fourniture de certains services publics, l'inefficacité des coûts augmentant à mesure que la population se disperse. Une plus grande concentration facilite en effet la gestion et la consommation des services locaux interdépendants, grâce aux économies d'agglomération (Geys et al., 2010). Tang et Hewings (2017) observent ainsi que les fusions de municipalités favorisent le développement économique local en Chine, bien que l'ampleur de cet effet dépende des dotations locales liées aux forces d'agglomération, ce qui suggère que les effets des fusions varient selon la densité initiale des villes.

Le facteur socio-économique suivant concerne les revenus et la richesse des citoyens, qui influencent les incitations des politiciens et des contribuables à contrôler les dépenses (De Borger et Kerstens, 1996). D'une part, ces facteurs déterminent en grande partie la capacité fiscale des municipalités : une capacité fiscale plus élevée peut accroître la latitude des politiciens et des

gestionnaires publics et favoriser une gestion moins efficace. D'autre part, les citoyens des municipalités à revenu élevé peuvent être moins incités à contrôler étroitement les dépenses, en raison du coût d'opportunité plus élevé de ce contrôle. Balaguer-Coll et al. (2019) mobilisent deux déterminants distincts pour mesurer l'effet de la richesse des citoyens et de la situation économique sur la performance des collectivités locales — le taux de chômage et le revenu disponible par habitant — et obtiennent des résultats non significatifs, conformes aux résultats ambigus des études antérieures (Geys, 2006 ; Kalb et al., 2012).

Facteurs politiques

Le premier déterminant politique analysé est l'idéologie du parti au pouvoir. Son effet sur les niveaux d'efficacité n'est pas clairement établi dans la littérature : les deux idéologies dominantes, de droite comme de gauche, ont été associées à des niveaux d'efficacité plus élevés selon le contexte étudié (De Borger et Kerstens, 1996 ; Geys et al., 2010 ; Ashworth et al., 2014 ; Da Cruz et Marques, 2014), et de nombreuses études mettent en évidence des relations non significatives ou peu robustes (Borge et al., 2008 ; Pérez-López et al., 2015).

Selon Kalb et al. (2012), la concurrence électorale favorise l'efficacité, autrement dit des niveaux plus élevés de concentration politique la réduisent. La relation inverse a en revanche été mise en évidence par Revelli et Tovmo (2007), Borge et al. (2008) et Doumpos et Cohen (2014), pour qui la force politique favorise l'efficacité municipale : un degré plus faible de concurrence politique évite que des ressources soient gaspillées dans des négociations susceptibles d'affaiblir l'efficacité (Doumpos et Cohen, 2014), et il pourrait être plus facile pour un leadership politique fort d'imposer une contrainte budgétaire stricte (Borge et al., 2008).

Enfin, la participation politique des citoyens pourrait améliorer la performance des collectivités locales (De Borger et al., 1994). Des citoyens socialement et politiquement actifs exerceraient en effet des niveaux plus élevés de supervision et de pression sur le gouvernement local (Geys et al., 2010), incitant ainsi les politiciens à développer des politiques favorables à l'efficacité (Borge et al., 2008).

Facteurs budgétaires

Le groupe des variables budgétaires s'ouvre avec le niveau des recettes fiscales, dont l'effet demeure ambigu dans la littérature. Pour les municipalités américaines, Davis et Hayes (1993) constatent que des impôts plus élevés contribuent positivement à l'efficacité, les contribuables

consacrant alors davantage de temps à la surveillance de la gestion publique. D'autres échantillons montrent au contraire que plus les collectivités locales obtiennent facilement des recettes publiques, plus leurs niveaux d'efficacité sont faibles, comme dans le cas des villes norvégiennes (Borge et al., 2008) et belges (Ashworth et al., 2014).

L'effet des recettes provenant des transferts intergouvernementaux (subventions) sur la performance de la prestation de services locaux a également été analysé, mettant généralement en évidence une relation directe avec l'inefficacité (De Borger et Kerstens, 1996 ; Kalb, 2014 ; Pérez-López et al., 2015) : comme pour les recettes fiscales, les incitations à une gestion efficace des ressources tendent à s'affaiblir lorsque les fonds sont obtenus plus facilement.

Au cours de la dernière décennie, de nouvelles dimensions ont été intégrées à l'analyse, telles que les facteurs géographiques ou naturels — le littoral ou le relief montagneux, par exemple (Boetti et al., 2012 ; Da Cruz et Marques, 2014).

2. Cadre méthodologique et données

Ce papier s'appuie sur une démarche en deux étapes. Dans la première étape, les scores d'efficience sont calculés à l'aide de la méthode DEA. Dans la seconde, une régression bootstrap tronquée est utilisée pour identifier les déterminants de la performance des communes du Togo.

2.1. Construction de l'indicateur de performance et spécification du modèle

Ce papier examine l'efficacité globale des administrations municipales dans la fourniture d'un ensemble de services. La mise en œuvre de la méthodologie DEA requiert des données sur les intrants et les extrants municipaux. En ce qui concerne les intrants, aucune mesure des facteurs de production locaux (travail ou capital) utilisés par les gouvernements locaux n'était disponible. Pour surmonter cette difficulté, nous retenons les dépenses municipales par habitant enregistrées dans les comptes municipaux pour l'année 2021 comme mesure des ressources utilisées pour la fourniture de services locaux.

Nous mesurons ainsi l'efficience des dépenses municipales sans distinguer l'efficience technique de l'efficience allocative. La mesure de cette dernière nécessitant des informations sur les prix, alors que la première ne requiert que des données sur les quantités (Lovell, 2000), le choix des dépenses municipales par habitant garantit au moins que tous les intrants sont pris en compte dans l'analyse. Cette variable constitue en outre une mesure plus réaliste des intrants municipaux,

compte tenu de la marge de manœuvre réduite dont disposent les autorités municipales pour influencer les choix relatifs aux dépenses courantes, notamment la rémunération des employés.

S'agissant de l'indicateur d'output, nous nous concentrons sur la performance municipale globale résultant de la fourniture, par la municipalité, de plusieurs services locaux. Confrontés à la difficulté de mesurer directement certains résultats de la production municipale, nous retenons des activités locales de base plus homogènes, correspondant aux fonctions de dépenses énumérées dans le cadre légal de l'exécutif communal : éducation primaire, patrimoine, culture, sports et loisirs, soins de santé, services sociaux, environnement et assainissement de base, promotion du développement social et économique, organisation du territoire et coopération extérieure.

Selon Plaček et al. (2020), des exemples de variables de substitution pourraient être la taille de la municipalité ou le nombre de sujets économiques. Nous retenons ainsi, comme output, le taux d'investissement, indicateur servant d'approximation indirecte de la demande de services publics.

Pour examiner les déterminants de la performance des communes du Togo, le modèle suivant est spécifié :

$$Effi_i = \beta_0 + \beta_1 str_i + \beta_2 str_i^2 + \gamma X_i + \varepsilon_i \quad (1)$$

Où $Effi_i$ désigne le score d'efficacité mesurant la performance de la commune ;

str_i est la variable qui mesure la structure municipale, dont le proxy retenu dans ce papier est la taille de la population ;

X_i est un vecteur de variables de contrôle comprenant notamment les dotations du FACT reçues par la commune, la superficie en km² de la commune, l'indice d'Herfindahl-Hirschmann, l'alignement politique avec la majorité présidentielle et le genre du maire ;

i dénote la commune.

La variable d'intérêt analysée dans la seconde étape de ce papier est la structure municipale, approximée par la taille de la population. La spécification fonctionnelle avec un terme quadratique est retenue compte tenu de l'hypothèse selon laquelle une population plus importante peut accroître l'efficacité, mais à un taux décroissant, du fait d'économies d'échelle. Nous prenons le logarithme de cette variable ainsi que son carré, afin de tester l'existence d'un effet non linéaire de la population sur la performance municipale.

La deuxième variable est la superficie, qui mesure l'étendue de la commune en km². Plus une commune est vaste, plus les besoins en infrastructures de désenclavement et d'accès aux services

essentiels sont élevés, ce qui tend à accroître les coûts de production et à réduire l'efficacité. Les dotations du FACT, qui correspondent aux subventions reçues du gouvernement central, sont quant à elles supposées avoir un effet désincitatif sur la gestion municipale d'après la littérature ; le signe attendu du coefficient associé est donc négatif.

Pour mesurer l'hypothèse de fragmentation, l'indice d'Herfindahl-Hirschmann est introduit : si l'ensemble des conseillers appartient au même bord politique, l'exécutif communal dispose d'une marge de manœuvre plus importante pour agir, et inversement. Un coefficient positif est donc attendu pour cette variable. L'alignement politique est une variable indicatrice prenant la valeur 1 si la commune est dirigée par un maire affilié au parti de la majorité présidentielle, et 0 sinon ; un soutien appuyé du gouvernement central devrait conduire à une plus grande efficacité.

La variable mairesse est une indicatrice prenant la valeur 1 si la commune est dirigée par une mairesse, et 0 sinon. Les dirigeantes étant réputées être de meilleures gestionnaires que leurs homologues masculins, un effet positif de cette variable sur l'efficacité est attendu.

Pour estimer le modèle présenté à l'équation (1), la méthode de régression tronquée avec bootstrap simple de Simar et Wilson (2007) est utilisée. Cette procédure corrige les biais d'inférence liés au fait que les scores d'efficacité DEA sont bornés et corrélés entre eux, biais qu'une régression par les moindres carrés ordinaires appliquée directement à ces scores ne permettrait pas de corriger.

2.2. Données

Les données utilisées proviennent du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière (MATDCC). L'analyse couvre les 117 communes du Togo pour l'année 2021, régies par le même cadre juridique.

Le tableau 1 présente les statistiques descriptives des variables. Au niveau national, la superficie moyenne d'une commune est de 483,68 km². Agoè-Nyivé 3 est la commune la moins vaste, avec 4 km², et Bassar 1 la plus vaste, avec 1861 km² ; cette forte dispersion (391,91 km² d'écart-type) traduit une grande disparité de l'étendue des communes. En termes de population, la population communale moyenne est de 66 561 habitants, avec une forte variabilité (écart-type de 57 297) : la commune la moins peuplée est Assoli 2 (9870 habitants) et la plus peuplée Golfe 1 (312 655 habitants). Le nombre moyen de conseillers par commune est de 13 à l'échelle nationale. 93,2 % des communes sont dirigées par un maire affilié au parti de la majorité présidentielle, et 7,7 % par une mairesse.

Table 1: Statistiques descriptives

Variable	Obs	Moyenne	Ec-type	Min	Max
Population	117	66561,274	57297,374	9870	312655
Superficie	117	483,684	391,91	4	1861
Dotations du FACT en millions	117	53,249	7,995	32,056	75,524
Nombre de conseillers	117	13,051	3,264	11	23
Parti au pouvoir	117	,932	,253	0	1
Mairesse	117	,077	,268	0	1

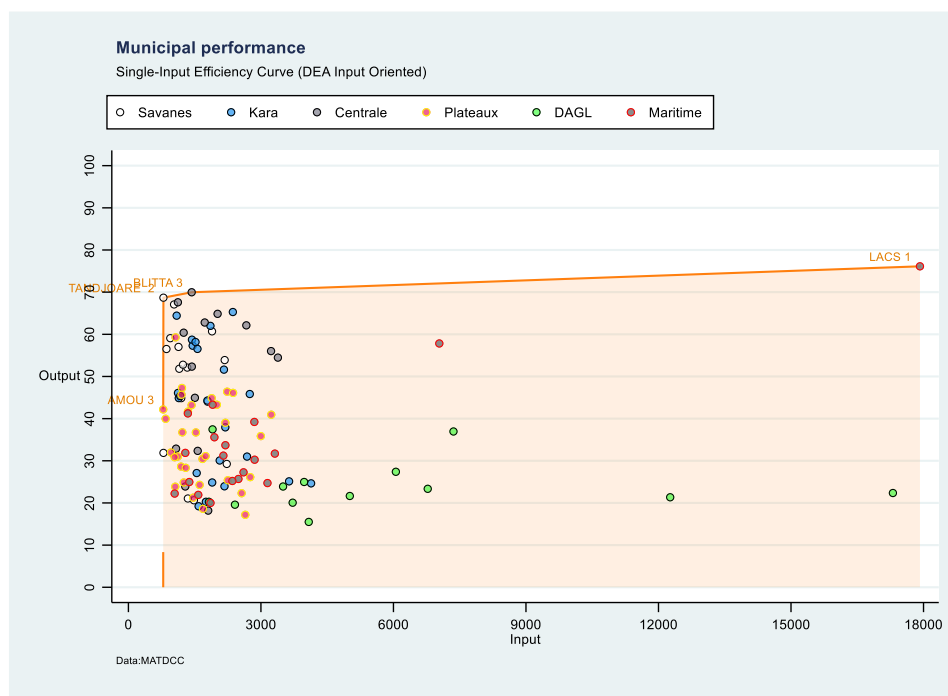
Source : Auteur à partir des données du MATDCC.

3. Résultats et discussion

3.1. Résultats de l'estimation des scores d'efficacité

Les scores d'efficacité ont été calculés par la méthode DEA à l'aide du logiciel Stata 18. Les résultats montrent des scores d'efficacité relativement faibles, avec une moyenne de 0,48 : en moyenne, 52 % des dépenses municipales seraient donc gaspillées et ne contribueraient pas efficacement au financement des services publics locaux. La figure 1 montre que les communes Lacs 1, Amou 3, Blitta 3 et Tandjouaré 2 peuvent être considérées comme des unités efficaces, tandis que la commune Golfe 4 a été la moins efficace au cours de l'exercice budgétaire 2021.

Figure 1: Scores d'efficacité

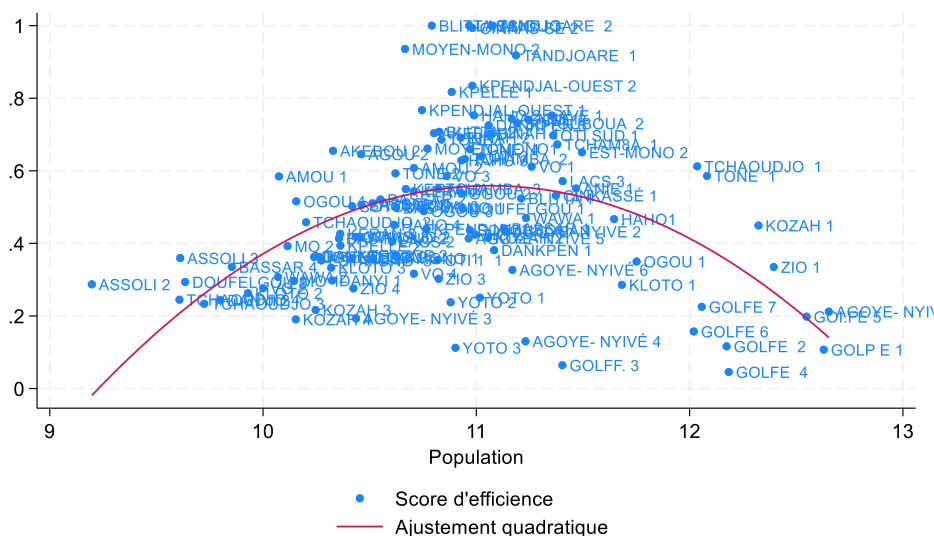


Source : auteur

La plupart des communes se situent en dessous de la frontière d'efficience, et des disparités apparaissent également au niveau régional.

La figure 2 montre l'existence d'une relation non linéaire entre le score d'efficience et la taille de la population en logarithme.

Figure 2: Nuage de points entre performance et population en logarithme



Source : auteur

3.1.Déterminants de la performance des communes

Les résultats du modèle de régression bootstrap tronquée sont présentés dans le tableau 2.

Table 2: Déterminants de la performance des communes

VARIABLES	(1)	(3)	(5)
	m1 theta1	m2 theta1	m3 theta1
Population	4.0728*** (5.275)	0.1286*** (2.944)	3.0248*** (4.272)
Superficie		0.0319 (1.379)	0.0032 (0.145)
Dotations du FACT		0.5168*** (3.006)	0.5060*** (3.170)
Nombre de conseillers		-0.0289*** (-3.274)	0.0043 (0.388)
Parti au pouvoir		0.1824**	0.2455***

		(2.174)	(3.146)
Mairesse		0.0060	0.0256
		(0.104)	(0.461)
Population au carré	-0.1842***		-0.1373***
	(-5.267)		(-4.106)
Indice Herfindahl-Hirschmann			0.0378
			(0.462)
sigma	0.1809***	0.1560***	0.1450***
	(12.821)	(13.881)	(13.736)
Constant	-21.9675***	-10.1018***	-25.4583***
	(-5.165)	(-3.539)	(-5.401)
Observations	113	113	113

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source: Auteur

Les résultats confirment l'existence d'une relation non linéaire entre la taille de la population et la performance municipale, prenant la forme d'un U inversé. Ceci indique qu'il existerait une taille optimale de population au-delà de laquelle la performance municipale diminue ; les calculs situent cette taille optimale autour de 60 797 habitants, une valeur proche de la moyenne nationale de population municipale.

Les résultats indiquent également que les dotations du FACT et l'alignement politique avec la majorité présidentielle sont significativement corrélés à la performance des communes du Togo, au seuil de 1 %. La corrélation positive entre la superficie et le niveau de performance des communes n'est en revanche pas statistiquement significative. Les variables population, dotations FACT et superficie étant prises en logarithme, une augmentation des dotations du FACT de 100 % entraînerait une amélioration de la performance municipale de l'ordre de 0,51 %. Le niveau de performance des communes dirigées par des maires affiliés au parti au pouvoir est quant à lui supérieur de 0,25 point de score d'efficacité par rapport aux autres communes.

Concernant l'effet de la taille de la population, nos résultats vont dans le même sens que ceux de Getzner (2022) : il existe des économies d'échelle qui disparaissent à partir d'une taille donnée de population.

Contrairement aux travaux antérieurs (De Borger et Kerstens, 1996 ; Kalb, 2014 ; Pérez-López et al., 2015), les dotations du FACT contribuent ici à une meilleure performance. Dans le cas du Togo, ce résultat s'explique par le fait que ces dotations constituent, pour la plupart des communes, la principale source de financement.

Les communes dirigées par des maires appartenant au parti de la majorité présidentielle tendent à être plus performantes. Avellaneda et al. (2022) trouvent, dans un contexte différent, que les femmes maires sont positivement associées à la capacité fiscale et à l'autonomie financière, mais pas à la solvabilité.

Sell et al. (2020) observent également une influence positive et significative de l'alignement partisan sur la performance municipale : les gouvernements centraux peuvent en effet soutenir plus particulièrement les gouvernements infranationaux qui leur sont alignés, afin de récompenser leur loyauté et de faire avancer leur propre agenda politique au niveau local.

4. Conclusion

S'agissant de savoir si les municipalités bénéficient des avantages de coûts liés aux économies d'échelle, les recherches internationales sur la relation entre production et coûts des collectivités locales demeurent peu concluantes, avec des résultats contradictoires. Sur le plan empirique, cette hypothèse n'est pas simple à tester, la production et les coûts des collectivités locales étant difficiles à mesurer avec précision. En utilisant la population desservie et les dépenses par habitant comme indicateurs les plus largement acceptés, la plupart des travaux aboutissent à des résultats faibles et limités : certains mettent en évidence des économies d'échelle, d'autres n'en trouvent que pour certains services, d'autres encore des déséconomies d'échelle, et d'autres enfin aucune relation statistique significative entre taille et dépenses par habitant. Compte tenu de ces preuves partielles et incomplètes d'une relation systématique dans le temps et l'espace, ce papier a entrepris de tester cette hypothèse dans le cas des communes du Togo.

L'objectif de ce papier était d'analyser les scores d'efficience (performance) des communes du Togo, en déterminant leur niveau de performance et les facteurs qui l'expliquent. L'approche non paramétrique d'enveloppement des données a été utilisée pour calculer les scores de performance, puis une analyse de régression bootstrap tronquée a été appliquée pour en identifier les déterminants.

Ce papier met en évidence une relation en U inversé entre la taille des communes togolaises et leur performance. Les résultats indiquent une taille optimale de population, d'environ 60 797 habitants, au-delà de laquelle les communes enregistrent des déséconomies d'échelle. Les dotations du FACT et l'alignement politique avec le parti présidentiel augmentent quant à eux le niveau de performance des communes, respectivement de 0,51 % et de 0,25 point de score d'efficience.

L'implication politique la plus générale de ces résultats est que les effets de taille ne peuvent être ignorés dans les décisions relatives aux collectivités locales. Une modification de la population desservie est susceptible d'entraîner une différence faible, mais significative, sur de nombreux aspects de la performance des autorités locales. La loi portant décentralisation et libertés locales autorise l'intercommunalité ; compte tenu des changements technologiques, culturels, démographiques et économiques auxquels la société et le secteur public togolais sont confrontés, les différents arrangements et institutions de l'intercommunalité méritent d'être sérieusement

envisagés comme une alternative politique permettant d'atteindre la taille optimale pour une offre de services publics locaux efficiente.

Ce papier ouvre la voie à de nouveaux travaux sur la performance des communes du Togo. Une difficulté majeure ayant restreint l'analyse est la disponibilité des données. De futures recherches pourraient étendre l'analyse à plusieurs années afin de mesurer la dynamique de la performance des communes togolaises. Il conviendrait également d'accorder davantage d'attention à la comparaison des stratégies de gestion interne entre les hommes et les femmes maires, ainsi qu'à la manière dont les dynamiques de travail évoluent selon les caractéristiques du personnel municipal.

Bibliographie

- Afonso, A., & Fernandes, S. (2006, February). Measuring local government spending efficiency: Evidence for the Lisbon region. *Regional Studies*, 40, 39–53. doi:10.1080/00343400500449937
- Aiello, F., & Bonanno, G. (2019, January). Explaining differences in efficiency: a meta-study on local government literature. *Journal of Economic Surveys*, 33, 999–1027. doi:10.1111/joes.12310
- Andrews, e. a. (2006). *Population Size and Local Authority Performance*. Tech. rep., Final Report. London: Department for Communities and Local Government.
- Andrews, R., & Boyne, G. (2011, March). Corporate capacity and public service performance. *Public Administration*, 89, 894–908. doi:10.1111/j.1467-9299.2010.01891.x
- Asatryan, Z., & De Witte, K. (2015, September). Direct democracy and local government efficiency. *European Journal of Political Economy*, 39, 58–66. doi:10.1016/j.ejpoleco.2015.04.005
- Ashworth, J., Geys, B., Heyndels, B., & Wille, F. (2014, March). Competition in the political arena and local government performance. *Applied Economics*, 46, 2264–2276. doi:10.1080/00036846.2014.899679
- Avellaneda, C. N., Bello-Gomez, R. A., & Correa Gomes, R. (2022, September). Municipal Fiscal Performance: Mayors' Gender and Organizational Human Resources. *Journal of Policy Studies*, 37. doi:10.52372/jps37303
- Balaguer-Coll, M. T., Brun-Martos, M. I., Márquez-Ramos, L., & Prior, D. (2019, October). Local government efficiency: determinants and spatial interdependence. *Applied Economics*, 51, 1478–1494. doi:10.1080/00036846.2018.1527458
- Balaguer-Coll, M. T., Prior, D., & Tortosa-Ausina, E. (2013, August). Output complexity, environmental conditions, and the efficiency of municipalities. *Journal of Productivity Analysis*, 39, 303–324. doi:10.1007/s11123-012-0307-x
- Bird, R., & Vaillancourt, F. (1997, February). Décentralisation financière et pays en développement : concepts, mesure et évaluation. *L'Actualité économique*, 74, 343–362. doi:10.7202/602266ar
- Bises, B., & Sacchi, A. (2009). On the Size of Local Jurisdictions. *CREI WorkingPaper no. 4/2009*. Roma: Centro di Ricerca Interdipartimentale di Economiadelle Istituzioni.

- Boetti, L., Piacenza, M., & Turati, G. (2012). Decentralization and Local Governments' Performance: How Does Fiscal Autonomy Affect Spending Efficiency? *FinanzArchiv: Public Finance Analysis*, 68, 269-302. Récupéré sur [https://EconPapers.repec.org/RePEc:mhr:finarc:urn:sici:0015-2218\(201209\)68:3_269:dalgph_2.0.tx_2-m](https://EconPapers.repec.org/RePEc:mhr:finarc:urn:sici:0015-2218(201209)68:3_269:dalgph_2.0.tx_2-m)
- Borge, L.-E., Falch, T., & Tovmo, P. (2008, April). Public sector efficiency: the roles of political and budgetary institutions, fiscal capacity, and democratic participation. *Public Choice*, 136, 475–495. doi:10.1007/s11127-008-9309-7
- Bosch, N., Espasa, M., & Mora, T. (2012, January). Citizen Control and the Efficiency of Local Public Services. *Environment and Planning C: Government and Policy*, 30, 248–266. doi:10.1068/c1153r
- Campos-Alba, C. M., Prior, D., Pérez-López, G., & Zafra-Gómez, J. L. (2020, March). Long-term cost efficiency of alternative management forms for urban public transport from the public sector perspective. *Transport Policy*, 88, 16–23. doi:10.1016/j.tranpol.2020.01.014
- Charnes, A., Cooper, W. W., & Rhodes, E. (1978, November). Measuring the efficiency of decision making units. *European Journal of Operational Research*, 2, 429–444. doi:10.1016/0377-2217(78)90138-8
- Cherchye, L., Demuynck, T., De Rock, B., & Witte, K. (2014). Non-parametric Analysis of Multi-output Production with Joint Inputs. *Economic Journal*, 124, 735-775. Récupéré sur <https://EconPapers.repec.org/RePEc:wly:econjl:v:124:y:2014:i:577:p:735-775>
- Cordero, J. M., Pedraja-Chaparro, F., Pisaflores, E. C., & Polo, C. (2017, April). Efficiency assessment of Portuguese municipalities using a conditional nonparametric approach. *Journal of Productivity Analysis*, 48, 1–24. doi:10.1007/s11123-017-0500-z
- D’Inverno, G., & De Witte, K. (2020, November). Service level provision in municipalities: A flexible directional distance composite indicator. *European Journal of Operational Research*, 286, 1129–1141. doi:10.1016/j.ejor.2020.04.012
- da Cruz, N. F., & Marques, R. C. (2014, April). Revisiting the determinants of local government performance. *Omega*, 44, 91–103. doi:10.1016/j.omega.2013.09.002
- Davis, M. L., & Hayes, K. (1993, February). The Demand for Good Government. *The Review of Economics and Statistics*, 75, 148. doi:10.2307/2109639

- De Borger, B., & Kerstens, K. (1996). Cost efficiency of Belgian local governments: A comparative analysis of FDH, DEA, and econometric approaches. *Regional Science and Urban Economics*, 26, 145-170. Récupéré sur <https://EconPapers.repec.org/RePEc:eee:regeco:v:26:y:1996:i:2:p:145-170>
- de Borger, B., Kerstens, K., Moesen, W., & Vanneste, J. (1994, September). Explaining differences in productive efficiency: An application to Belgian municipalities. *Public Choice*, 80, 339–358. doi:10.1007/bf01053225
- De Witte, K., & Geys, B. (2013, February). Citizen coproduction and efficient public good provision: Theory and evidence from local public libraries. *European Journal of Operational Research*, 224, 592–602. doi:10.1016/j.ejor.2012.09.002
- De Witte, K., & Kortelainen, M. (2013, June). What explains the performance of students in a heterogeneous environment? Conditional efficiency estimation with continuous and discrete environmental variables. *Applied Economics*, 45, 2401–2412. doi:10.1080/00036846.2012.665602
- Deprins, D., Simar, L., & Tulkens, H. (1984). *Measuring labor-efficiency in post offices*. LIDAM Reprints CORE, Université catholique de Louvain, Center for Operations Research and Econometrics (CORE). Récupéré sur <https://EconPapers.repec.org/RePEc:cor:louvvp:571>
- Doumpos, M., & Cohen, S. (2014, July). Applying data envelopment analysis on accounting data to assess and optimize the efficiency of Greek local governments. *Omega*, 46, 74–85. doi:10.1016/j.omega.2014.02.004
- Drew, J., Kortt, M. A., & Dollery, B. (2017, April). No Aladdin’s Cave in New South Wales? Local Government Amalgamation, Scale Economies, and Data Envelopment Analysis Specification. *Administration & Society*, 49, 1450–1470. doi:10.1177/0095399715581045
- Drew, J., Kortt, M., & Dollery, B. (2015, November). What Determines Efficiency in Local Government? A DEA Analysis of NSW Local Government. *Economic Papers: A journal of applied economics and policy*, 34, 243–256. doi:10.1111/1759-3441.12118
- Farrell, M. J. (1957). The Measurement of Productive Efficiency. *Journal of the Royal Statistical Society. Series A (General)*, 120, 253. doi:10.2307/2343100
- Ferraro, S., Agasisti, T., Porcelli, F., & Soncin, M. (2021, June). Local governments’ efficiency and educational results: empirical evidence from Italian primary schools. *Applied Economics*, 53, 4017–4039. doi:10.1080/00036846.2021.1896672

- García-Sánchez, I. M. (2006, March). Efficiency Measurement in Spanish Local Government: The Case of Municipal Water Services. *Review of Policy Research*, 23, 355–372. doi:10.1111/j.1541-1338.2006.00205.x
- Getzner, M. (2022, November). Socio-economic and spatial determinants of municipal cultural spending. *Journal of Cultural Economics*, 46, 699–722. doi:10.1007/s10824-021-09435-2
- Geys, B. (2006, November). Looking across borders: A test of spatial policy interdependence using local government efficiency ratings. *Journal of Urban Economics*, 60, 443–462. doi:10.1016/j.jue.2006.04.002
- Geys, B., Heinemann, F., & Kalb, A. (2010, June). Voter involvement, fiscal autonomy and public sector efficiency: Evidence from German municipalities. *European Journal of Political Economy*, 26, 265–278. doi:10.1016/j.ejpoleco.2009.11.002
- Grossman, P., Mavros, P., & Wassmer, R. (1999). Public Sector Technical Inefficiency in Large U.S. Cities. *Journal of Urban Economics*, 46, 278–299. Récupéré sur <https://EconPapers.repec.org/RePEc:eee:juecon:v:46:y:1999:i:2:p:278-299>
- Hayes, K., & Chang, S. (1990, July). The Relative Efficiency of City Manager and Mayor-Council Forms of Government. *Southern Economic Journal*, 57, 167. doi:10.2307/1060487
- Holzer, e. a. (2009). *Literature Review and Analysis Related to Optimal Municipal Size and Efficiency*. Tech. rep., Local Unit Alignment, Reorganization, and Consolidation Commission Report. Newark: Rutgers University.
- Jaldell, H. (2018, June). Measuring productive performance using binary and ordinal output variables: the case of the Swedish fire and rescue services. *International Journal of Production Research*, 57, 907–917. doi:10.1080/00207543.2018.1489159
- Kalb, A. (2010, March). The Impact of Intergovernmental Grants on Cost Efficiency: Theory and Evidence from German Municipalities. *Economic Analysis and Policy*, 40, 23–48. doi:10.1016/s0313-5926(10)50002-x
- Kalb, A. (2014, November). What Determines Local Governments' Cost-efficiency? The Case of Road Maintenance. *Regional Studies*, 48, 1483–1498. doi:10.1080/00343404.2012.731044
- Kalb, A., Geys, B., & Heinemann, F. (2012, February). Value for money? German local government efficiency in a comparative perspective. *Applied Economics*, 44, 201–218. doi:10.1080/00036846.2010.502110

- Kalseth, J., & Rattso, J. (1995). Spending and overspending in local government administration: A minimum requirement approach applied to Norway. *European Journal of Political Economy*, 11, 239-251. Récupéré sur <https://EconPapers.repec.org/RePEc:eee:poleco:v:11:y:1995:i:2:p:239-251>
- lo Storto, C. (2016, January). The trade-off between cost efficiency and public service quality: A non-parametric frontier analysis of Italian major municipalities. *Cities*, 51, 52–63. doi:10.1016/j.cities.2015.11.028
- Lorenzo, J. M., & Sánchez, I. M. (2007, March). Efficiency evaluation in municipal services: an application to the street lighting service in Spain. *Journal of Productivity Analysis*, 27, 149–162. doi:10.1007/s11123-007-0032-z
- Lovell, C. (2000). Measuring efficiency in the public sector. North- Holland, Amsterdam.
- Mendoza, A., & Hinostroza, S. (2023, September). The Impact of Political Fragmentation on the Municipal Spending in Peru. *CESifo Economic Studies*, 69, 125–157. doi:10.1093/cesifo/ifad008
- Musgrave, R. (1959). *The Theory of Public Finance: A Study in Public Economy*. McGraw-Hill, New York.
- Nakazawa, K. (2014). Does the Method of Amalgamation Affect Cost Inefficiency of the New Municipalities? *Open Journal of Applied Sciences*, 04, 143–154. doi:10.4236/ojapps.2014.44015
- Narbón-Perpiñá, I., & De Witte, K. (2018, February). Local governments' efficiency: a systematic literature review—part I. *International Transactions in Operational Research*, 25, 431–468. doi:10.1111/itor.12364
- Narbón-Perpiñá, I., Balaguer-Coll, M., & Tortosa-Ausina, E. (2018, October). Evaluating local government performance in times of crisis. *Local Government Studies*, 45, 64–100. doi:10.1080/03003930.2018.1507908
- Narbón-Perpiñá, I., Balaguer-Coll, M., & Tortosa-Ausina, E. (2019, October). Evaluating local government performance in times of crisis. *Local Government Studies*, 45, 64–100. doi:10.1080/03003930.2018.1507908
- Oates, W. (1972). *Fiscal Federalism*. Harcourt Brace Jovanovich, New York, NY.
- Oates, W. E. (1993, June). Fiscal decentralization and economic development. *National Tax Journal*, 46, 237–243. doi:10.1086/ntj41789013
- Pérez-López, G., Prior, D., & Zafra-Gómez, J. L. (2015, February). Rethinking New Public Management Delivery Forms and Efficiency: Long-Term Effects in Spanish Local Government:

Table 1. *Journal of Public Administration Research and Theory*, 25, 1157–1183.
doi:10.1093/jopart/muu088

Plaček, M., Nemec, J., Ochrana, F., & Půček, M. (2020). *Fiscal decentralization reforms: The impact on the efficiency of local governments in Central and Eastern Europe*. . Springer.

Pollitt, C., & Bouckaert, G. (2011). *Public management reform: A comparative analysis—New public management, governance, and the Neo-Weberian state*. (3rd ed.). Oxford University Press.

Revelli, F., & Tovmo, P. (2007, July). Revealed yardstick competition: Local government efficiency patterns in Norway. *Journal of Urban Economics*, 62, 121–134.
doi:10.1016/j.jue.2006.11.004

Romano, G., Ferreira, D. C., Marques, R. C., & Carosi, L. (2020, December). Waste services' performance assessment: The case of Tuscany, Italy. *Waste Management*, 118, 573–584.
doi:10.1016/j.wasman.2020.08.057

Sell, F. F., Beuren, I. M., & Lavarda, C. E. (2020, May). Influência de fatores contingenciais no desempenho municipal: evidências inferenciais. *Revista de Contabilidade e Organizações*, 14, e164058. doi:10.11606/issn.1982-6486.rco.2020.164058

Storto, C. I. (2013, June). Evaluating Technical Efficiency of Italian Major Municipalities: A Data Envelopment Analysis model. *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, 81, 346–350.
doi:10.1016/j.sbspro.2013.06.440

Tang, W., & Hewings, G. (2017). Do city–county mergers in China promote local economic development? *The Economics of Transition*, 25, 439–469. Récupéré sur <https://EconPapers.repec.org/RePEc:bla:etrans:v:25:y:2017:i:3:p:439-469>

Tiebout, C. M. (1956, October). A Pure Theory of Local Expenditures. *Journal of Political Economy*, 64, 416–424. doi:10.1086/257839

Titl, V., & De Witte, K. (2022, June). How politics influence public good provision. *Socio-Economic Planning Sciences*, 81, 101000. doi:10.1016/j.seps.2020.101000